

CRISE ÉCONOMIQUE
VÉRITÉS ET PERSPECTIVES

Jean-Yves ARCHER

CRISE ÉCONOMIQUE
Vérités et perspectives

Collection Turgot

ANNE RIDEAU ÉDITIONS

ISBN 978-2-37028-005-3

© Jean-Yves Archer, 2013

ANNE RIDEAU ÉDITIONS, 10 rue Oudinot, 75007 Paris
www.annerideau-editions.fr

Pour contacter l'auteur : cabinetarcher@orange.fr

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que se soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayant cause, est illicite et constitue une contrefaçon, aux termes des articles L.335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

INTRODUCTION

La crise s'étire en longueur. Alors qu'en 2008, elle était aux États-Unis, elle a désormais, pour foyer principal, le Continent européen. En intensité, s'il n'y avait les politiques d'aide sociale (les amortisseurs sociaux), elle dépasserait déjà en ampleur celle de 1929 au regard du chômage et des destructions de valeurs (valeurs boursières et dépréciations d'actifs non cotés).

Nous vivons, à notre corps défendant, un moment historique qui est une crise économique et financière doublée d'une crise de mutation de notre système de production. En effet, jamais le capital n'a été si volatil. Jamais le facteur travail n'a autant été susceptible d'être requis ici ou ailleurs au bon gré des producteurs qui peuvent s'installer en Europe aussi bien qu'en Inde ou évidemment en Chine voire au Vietnam. De cette mobilité, il est question quotidiennement : voir l'exemple de la future implantation du Suédois H&M en Éthiopie au détriment de la Chine afin d'optimiser le coût du travail.

Cette hyper-mobilité des facteurs de production s'accompagne par conséquent d'une logique où le court-terme l'emporte bien davantage qu'auparavant. Ainsi, un chef d'entreprise était un entrepreneur qui voulait voir prospérer ses affaires et ses avoirs. Aujourd'hui, une logique de propriétaires l'emporte : dès qu'une belle PME a réussi, son dirigeant rêve rarement de la propulser au rang d'ETI (Entreprise de taille intermédiaire) mais il cherche à réaliser son bien : à la vendre en l'adossant à un grand groupe. Cette marchandisation croissante de l'unité fondamentale de production qu'est l'entreprise a des conséquences très significatives. Quand on a en tête de revendre sous moins de dix ans, on n'a pas de probléma-

tique de carrière de son personnel ni dans sa tête ni dans ses dimensions personnelles.

Confrontée à ce monde émergent, chacun sait, hélas, que la France est en crise : c'est par ce chapitre que s'ouvre cet ouvrage fruit de réflexions personnelles et collectives via le *think tank* Archer 58 Research qui a notamment développé ses activités sur les questions d'innovation d'où un chapitre dédié à ce paramètre essentiel voire vital.

Depuis 2008, l'Europe subit une crise économique doublement structurelle. D'un côté, une crise des pratiques de l'endettement privé (issu d'une stimulation exacerbée des besoins du consommateur) et d'un certain laxisme public (issu du seuil exagérément bas d'acceptation par le politique de nombreuses demandes sociétales et de pratiques contestables comme les taxes affectées). De l'autre, une crise à valeur de mutation de civilisation comme ne cesse de le répéter, et de le démontrer, le philosophe Michel Serres.

Face à cette crise des chiffres et du monde numérique naissant, le corps social souffre incontestablement et en profondeur. Nul ne saurait nier que la crise comporte un coût humain par les inflexions de trajectoires et les lignes brisées qu'elle impose.

« Logiquement, la crise devrait au moins remettre en cause la macroéconomie et l'économie financière. La première a manifestement trop cru à l'efficacité des marchés et est restée obnubilée par l'inflation sans voir la bulle des actifs financiers. » Cette citation est extraite du pertinent article de Frédéric Lemaître paru dans « Le Monde » du 5 septembre 2009 sous le titre explicite : « La crise remet en cause le savoir et le statut des économistes ». Effectivement. Mais, à regret, la crise a alourdi encore davantage les processus de décision de l'Europe qui paraît toujours avoir un décalage d'intensité avec la réalité. Ainsi, la future supervision bancaire est *a minima* et nous regrettons que sur 6000 établissements bancaires, seuls moins de 300 d'entre eux relèvent de l'appréciation directe de la BCE. Objectivement c'est une erreur et les chapitres consacrés aux stress tests ou au hors-bilan bancaire permettront au lecteur vigilant de se faire une idée des enjeux et de la persistance élevée du risque systémique.

Puissent ces pages venir abonder la réflexion personnelle du lecteur dans des temps heurtés pour tellement de citoyens excessivement tentés par des

solutions simplistes et extrêmes notamment pour ce qui concerne la question de l'euro.

Gardons en mémoire l'exigence de lucidité que nous impose cette crise. Exigence fort bien illustrée par le délicieux propos de Marguerite Yourcenar : « Le véritable lieu de naissance est celui où l'on a porté pour la première fois un coup d'œil intelligent sur soi-même. » (*Mémoires d'Hadrien*)

Jean-Yves Archer
Économiste

SOMMAIRE

LA FRANCE FACE À LA CRISE

- I. Première approche de la France face à la crise 13
- II. Les huit défis criants de notre Nation 19
- III. Le déclassement social en ligne de mire 25
- IV. Les circonstances sont des occasions pour les forts
et des excuses pour les faibles... 29
- V. Tournant social de la crise et délitement possible 35
- VI. La France va-t-elle basculer vers la *conniption* ? 43

L'INNOVATION COMME SORTIE DE CRISE

- VII. De l'innovation : paramètre vital 51

CRISE ET RISQUES BANCAIRES PERSISTANTS

- VIII. Crise : n'aurions-nous rien appris ? 67
- IX. Le risque lié aux engagements hors-bilan des banques 77
- X. Stress tests : finalement, les banques nous stressent ! 81
- XI. La crise des liquidités en Europe 91
- XII. De l'utilité nouvelle de certaines banques d'affaires ? 97
- XIII. L'oral très contrasté de DSK au Sénat 103

ENTREPRISES ET GOUVERNANCE

- XIV. Gouvernance : une vraie réforme pour une belle ambition ? . . . 111
- XV. Gouvernance et Entreprises de taille intermédiaire (ETI) 121

QUESTIONS D'ACTUALITÉ

- XVI. L'envie de partir de France exprimée
par de jeunes compatriotes 137
- XVII. Journée de solidarité, une cagnotte écornée 143
- XVIII. Les scandales alimentaires 147
- XIX. Vers la hausse inexorable des impôts ! 151
- XX. L'incroyable *vista* d'Antoine Riboud 153
- XXI. Et si nous écoutions Averroès ? 159

ÉCONOMIE ET POLITIQUE

- XXII. L'incroyable dérive de 112 milliards de taxes affectées ! 165
- XXIII. La dangereuse effervescence comptable de l'État
et le vrai poids de la dette 169
- XXIV. Le principe du quinquennat et l'excès d'effets boomerang 173
- XXV. Spectacle politique et gestion publique à tâtons 181
- XXVI. Quitter l'Euro ? Un saut sans parachute 187

CONCLUSION

- XXVII. Biais statistiques et réalités à appréhender 195

HOMMAGES

- Hommage à Jean Matthyssens, homme de lignes 205
- Hommage au Doyen Henri Bartoli 209
- Hommage au Préfet de région Claudius Brosse 213

ANNEXES

- En guise de portrait chinois 219
- En guise de questionnaire de Proust 221

REMERCIEMENTS

- Du Morvan au Bourbonnais en passant par Paris 223